

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Report-sine-die-des-elections-en-Bolivie>

Report 'sine die' des élections en Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : samedi 29 octobre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le tribunal électoral national a reporté sine die les élections générales prévues pour le 4 décembre, pour cause de problème dans la ré-attribution des sièges à pourvoir. Une décision qui risque de provoquer un vide du pouvoir lorsque le président par intérim mettra fin à son mandat, en janvier.

Par l'Associated Press

La Paz, Bolivie. Le samedi 29 octobre 2005

[Leer en español](#)

Les deux principaux candidats à la présidentielle ont critiqué cette décision, Evo Morales, chef de file des « cocaleros », les petits producteurs de coca, agitant la menace d'un « soulèvement populaire » contre ce jugement. Son principal rival Jorge Quiroga, ancien vice-président du défunt général Hugo Banzer a exhorté le Congrès à accélérer le mouvement sur ce re-découpage des circonscriptions, affirmant que la fragile démocratie était en danger dans ce pays en crise.

Le président par intérim Eduardo Rodriguez a affirmé qu'il démissionnera en janvier même si les élections sont reportées.

Le scrutin de décembre vise à élire son successeur et les députés et sénateurs.

En septembre, la Cour constitutionnelle avait demandé au Congrès de modifier la répartition des sièges pour refléter les résultats du recensement de 2001. Les provinces qui doivent gagner des sièges, Santa Cruz et Cochabamba, réclament que la réorganisation ait lieu, tandis que celles qui doivent en perdre veulent attendre les élections de 2011.

Quiroga a appelé le président intérimaire à procéder par décret si le Congrès n'arrive pas à prendre de décision. Le porte-parole du tribunal n'exclut pas pour sa part la tenue, plus tard en décembre, si le Congrès se met d'accord.

La Bolivie, pays andin et le plus pauvre d'Amérique du Sud, a déjà vu deux présidents en deux ans jeter l'éponge à cause de violentes manifestations populaires et de la « guerre du gaz », pour la re-nationalisation des richesses en hydrocarbures du pays.

Ce report intervient sur fond de rumeurs d'intervention étrangère et de projets de coup d'État. L'Indien aymara Morales, patron du MAS (Mouvement vers le socialisme) et chef de file de la contestation sociale, en tête dans les sondages, accuse les États-Unis et ses ennemis politiques de préparer une « guerre sale » contre lui.